

L'intervention militaire française au Mali : un péril pour l'avenir de l'Afrique !

vendredi 25 janvier 2013, par [PCRCI](#) (Date de rédaction antérieure : 15 janvier 2013).

La situation au Mali avec la menace d'interventions extérieures constitue un sujet de préoccupation depuis quelque temps. La position des partis communistes d'Afrique de l'ouest a été synthétisée dans une déclaration partagée en date du 10 décembre 2012. Dans l'ambiance des menaces d'interventions armées annoncées par des gouvernements africains avec la bénédiction des puissances occidentales, les signataires de la déclaration citée ont estimé que la situation était grave et lourde de dangers pour le prolétariat et les peuples du Mali et des autres pays de la sous-région ouest-africaine. Ils ont :

- 1) Dénoncé la présence des troupes d'agression étrangères impérialistes en Afrique de l'Ouest, particulièrement dans la zone sahélo-saharienne et exigé leur départ.
- 2) Condamné les pouvoirs fantoches qui ont ouvert leurs territoires à ces troupes (notamment le Mali, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger, le Sénégal, la Mauritanie)
- 3) Condamné le plan réactionnaire de la CEDEAO, de l'UA et des impérialistes notamment français pour l'envoi des troupes des pays membres de la CEDEAO et de l'UA au Mali.
- 4) Condamné la politique aventuriste et criminelle du clan mafieux de Blaise Compaoré qui représente un danger pour le prolétariat et les peuples du Mali, du Burkina Faso et l'ensemble de la sous-région ouest africaine. Dénoncé et condamné la politique de va-t-en-guerre de Boni Yayi, Président en exercice de l'Union Africaine, porte-voix des agresseurs impérialistes français et américains et chaud partisan de l'intervention militaire au Mali.
- 5) Condamné la proclamation de l'indépendance de l'Etat de l'AZAWAD par le MNLA comme la manifestation d'un complot ourdi par l'impérialisme français contre les peuples du Mali afin de les diviser pour mieux les asservir et les exploiter. Appelé les révolutionnaires maliens à veiller à la mise en œuvre d'une juste politique nationale permettant à chaque Malien (quelles que soient sa nationalité, sa race, ses origines) de se sentir à l'aise dans un Mali indépendant et unifié) ; car dans tous les pays africains, la question nationale se pose et nécessite d'être traitée avec beaucoup de circonspection sur des bases correctes.
- 6) Soutenu fermement les exigences des forces patriotiques et démocratiques maliennes qui s'opposent à toute intervention étrangère sur leur sol et demandé que les propres problèmes du Mali soient réglés en toute souveraineté par le peuple malien lui-même sans ingérence étrangère.
- 7) Dénoncé et condamné les crimes perpétrés contre les peuples du Nord-Mali par le groupe terroriste AQMI, le MNLA et les groupes djihadistes Ansar Dine, MUJAO. Soutenu la résistance courageuse des peuples notamment les jeunes contre l'oppression et les politiques moyenâgeuses de ces groupes réactionnaires et obscurantistes.
- 8) Réaffirmé leur opposition au terrorisme et au putschisme qui ne sont pas les voies indiquées pour

la révolution et l'instauration du socialisme.

9) Affirmé leur engagement sur la base de l'internationalisme prolétarien à :

- Travailler pour mobiliser et organiser le prolétariat et les peuples de leurs pays respectifs pour lutter contre l'intervention des troupes étrangères au Mali, pour exiger le départ de l'Afrique de l'ouest des troupes d'agression des grandes puissances (USA-France-UE)
- Soutenir de manières multiformes le prolétariat et les peuples du Mali dans la situation difficile qu'ils connaissent.

Le rôle du président ivoirien, Alassane Ouattara, en sa qualité de président en exercice de la CEDEAO a été dénoncé en tant que l'un des maîtres d'œuvre de la construction de la coalition paravent de l'intervention impérialiste au Mali et de la consolidation de la domination impérialiste, notamment française en Afrique de l'Ouest. Les partis adhérant à la déclaration ont lancé un appel au prolétariat, aux peuples, aux forces démocratiques et révolutionnaires des pays impérialistes pour qu'ils s'opposent à l'intervention militaire de pays impérialistes au Mali, pour qu'ils se solidarisent avec la lutte du prolétariat et des peuples du Mali et de l'ensemble de la sous-région Ouest-africaine.

L'issue que les partis communistes de la région redoutaient a commencé à se produire le vendredi 11 janvier 2013 avec le début de l'intervention française. Le gouvernement français a décidé d'engager 750 militaires au Mali, des avions et des chars. Les objectifs affichés de cette intervention sont :

- Stopper la progression des islamistes vers Bamako ;
- Eviter l'effondrement du pouvoir de Bamako et la déstabilisation de l'Afrique de l'ouest. Comme conséquence immédiate de cette situation, l'ONU dénombre déjà 150.000 réfugiés et 230.000 déplacés du fait des affrontements armés.

Malgré le caractère salvateur que veulent conférer les acteurs et soutiens de cette autre intervention à leur opération, celle-ci, n'est pas différente de celle qui s'est produite en Côte d'Ivoire et en Libye en 2011. Cette intervention suggère les observations essentielles suivantes :

- Le caractère néocolonialiste de l'intervention visant à préserver les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme international, français en particulier, ne peut échapper aux observateurs avisés ;
- La faillite des régimes néocoloniaux africains n'en est que plus visible ; ces régimes honnis, incapables de défendre leurs peuples, n'ont pas trouver mieux à faire que de transformer les armées nationales en supplétifs de l'armée française ; c'est une raison de plus pour que ces régimes aient de plus en plus de mal à diriger les peuples africains ;
- Le peuple malien qui voulait, pour préserver l'avenir, engager le combat pour sa souveraineté, en a été empêché ; il a été empêché, par la CEDEAO d'entrer en possession de ses armes qui devaient être débarquées dans différents ports africains ; pour les régimes pro-impérialistes africains et leurs maîtres, il faut empêcher les exemples montrant que les peuples sont capables de se battre pour leur liberté et leur souveraineté ;
- En Côte d'Ivoire, tous les bourgeois, sans exception, acclament cette intervention ; même le Front Populaire Ivoirien (FPI), anticolonialiste de circonstance, s'est joint à cet unanimité, confirmant son caractère pro-impérialiste que le Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire a toujours

dénoncé ; ces partis sont entrain de légitimer le rôle de l'impérialisme français en tant que gendarme de l'Afrique avec la Côte d'Ivoire comme plaque tournante de l'intervention française contre la volonté des peuples africains ; ces bourgeois ivoiriens, toute tendance confondue, consciemment ou inconsciemment, préparent le terrain pour le choix du prochain président ivoirien par la France.

Le peuple malien a été soumis à des pressions de toutes sortes afin que, exténué par les multiples souffrances, l'intervention extérieure apparaisse comme une opération de sauvetage, que l'armée française apparaisse comme le seul recours, comme un « sauveur suprême ». Le peuple malien et avec lui les peuples africains viennent de perdre une bataille, mais pas la guerre. Comme en Afghanistan, en Somalie et ailleurs, les armées impérialistes ne feront que disperser les djihadistes et autres terroristes. Ces derniers n'ont d'ailleurs pu s'installer dans le nord Mali et menacer d'autres régions d'Afrique qu'à cause de la misère engendrée par le système capitaliste et sa politique néocolonialiste. La destruction des économies africaines par les programmes d'ajustement structurel depuis les années 1980 et le développement prodigieux de la misère qui a suivi, sont parmi les causes des crises politiques et sociales endémiques et le développement des mouvements djihadistes et terroristes.

Lorsque les objectifs des impérialistes qui ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux des travailleurs et des peuples auront été atteints, ils laisseront ces derniers à leur sort. L'expérience montre que les interventions armées impérialistes ne résolvent pas les problèmes essentiels (Irak, Afghanistan, Somalie, etc.). Les masses maliennes paupérisées seront abandonnées face à leurs difficultés et elles continueront avec l'appui des révolutionnaires et démocrates à chercher des solutions à travers diverses stratégies. Les questions fondamentales de la conquête des libertés politiques, de l'obtention de meilleures conditions de vie demeurent des préoccupations majeures pour les masses africaines et maliennes en particulier. Ces préoccupations seront satisfaites dans l'adoption de stratégies révolutionnaires qui apparaissent de plus en plus incontournables.

L'impérialisme et les régimes fantoches qui le servent finiront par apparaître comme les cibles privilégiées à abattre pour ouvrir la voie à des pouvoirs aux mains des travailleurs et des peuples. Les leçons de choses qui se déroulent sous nos yeux accélèrent la conscience que seule la révolution est susceptible de mettre l'Afrique sur le chemin de la sortie de l'asservissement, de la misère et de la honte.

Fait à Abidjan, le 15 janvier 2013.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire
